

Cette année, par exemple, tout le monde s'apitoie sur le sort de la jeunesse. Pauvre jeunesse, il faut l'aider!

Le premier ministre, dans le discours du trône, a l'intention de présenter une loi visant à accorder le droit de vote aux citoyens de 18 ans, comme si cela allait aider à remplir les ventres affamés des jeunes. Le premier ministre est au courant du fait que, cette année, des milliers de jeunes qui sortaient des polyvalentes, des CEGEP et des universités se sont cherché des emplois en vain.

Monsieur l'Orateur, il est pitoyable de penser qu'un jeune de 17, 18 ou 19 ans est obligé, en 1969, d'aller demander à son père, qui est peut-être un mineur à l'emploi de la mine Noranda, un employé de la *Canadian Vickers* de Montréal, un employé de *Canadair* ou un employé d'une industrie de Winnipeg ou de Toronto, de lui prêter 25c., 50c. ou \$1 pour aller au cinéma ou s'acheter un paquet de cigarettes, même si l'on dit que la cigarette cause le cancer.

Monsieur l'Orateur, on sait que c'est la situation faite à nos jeunes présentement et, à un moment donné, on est surpris de voir les jeunes se révolter et questionner les plus âgés. On est surpris de voir les jeunes violenter un peu la société dans laquelle ils ne peuvent s'intégrer.

A ce moment-là, monsieur l'Orateur, doit-on nécessairement blâmer les jeunes qui veulent s'intégrer dans la société canadienne? Ne doit-on pas plutôt blâmer les plus âgés, les gouvernants qui, eux, empêchent les jeunes de s'intégrer dans cette société par manque de responsabilité ou à cause du manque de législation à tous les paliers de l'administration, municipale, provinciale ou fédérale?

Monsieur l'Orateur, le très honorable premier ministre continuait, et je cite:

Si, dans le domaine de l'habitation les choses ne tournent pas rond, cela dépend aussi du système monétaire. La participation du Canada à l'étranger dépend, elle aussi, du système monétaire.

Il y a là moins de problèmes. Habituellement on trouve les fonds nécessaires pour aider les pays étrangers. Là où l'on ne peut en trouver, c'est pour aider notre pays à nous.

Ici, je continuerai de dire ce que j'ai toujours dit: Je favorise l'aide aux pays étrangers dans toute la mesure du possible, mais si nous sommes capables, comme peuple, comme gouvernement, comme Parlement canadien, de consentir des prêts sans intérêt, pour des périodes de 50 ans et de 60 ans, à des pays tels que l'Inde, l'Amérique du Sud et certains autres pays sous-développés du monde, qu'est-ce qui empêche le Parlement, le gouvernement, de légiférer pour que des prêts sans intérêt soient consentis à nos provinces, à nos

municipalités, à nos commissions scolaires pour des périodes aussi longues? Si ces prêts sont bons pour les étrangers, ils le seraient également pour les provinces, les municipalités et les commissions scolaires, et cela procurerait du travail exactement de la même façon que les prêts aux pays étrangers.

Monsieur l'Orateur, le premier ministre était un peu acerbe lorsqu'il disait, en parlant des députés créditistes, et je cite:

• (4.20 p.m.)

Or, pour ce faire, cela prend des paroles, et il faut évidemment que ces députés soient à la Chambre pour les prononcer.

Si on leur donne l'occasion de prendre des vacances, ils disparaissent, ils deviennent des zéros, des néants.

Et alors, les députés libéraux applaudissaient.

... Ils sont ici pour se faire voir, monsieur l'Orateur, et pour se faire entendre.

Toutefois, le premier ministre devrait reconnaître que si nous sommes ici pour nous faire voir et nous faire entendre, ce n'est pas grâce à lui ou aux libéraux qui ont tout fait, qui ont inventé n'importe quoi pour essayer de nous faire disparaître. Nous ne sommes pas disparus. Nous sommes même revenus plus nombreux que nous étions auparavant. Pourquoi? Parce que nous ne nous faisons pas entendre seulement au Parlement. Si le premier ministre ne le sait pas, il l'apprendra très bientôt. Nous rencontrons des gens ailleurs; nous vivons avec eux, à longueur d'année, vacances ou non. Nous nous occupons de nos affaires, comme le disait le Chanoine Groulx, et je cite:

Mêlez-vous de vos affaires, mais mêlez-vous-en!

C'est exactement ce que les députés de notre parti font ici. Nous ne sommes pas ici dans le but d'essayer simplement de remplacer les autres, mais dans le but de faire des propositions concrètes et logiques au gouvernement.

Le premier ministre devrait nous regarder et nous prendre au sérieux au lieu de faire du bavardage à notre sujet, sans reconnaître le travail immense que nous accomplissons. Il disait, et je cite:

Il leur faut avoir un forum, et il n'y en a pas ailleurs qu'à la Chambre des communes. Ils ne veulent pas aller dans leur circonscription, car la population ne désire pas les voir. Il y a trop d'années qu'ils lui parlent des mêmes choses. Alors, on les invite à rester à Ottawa s'ils le veulent.

Le premier ministre a alors dû parler par expérience. Il disait, et je cite:

... Il y a trop d'années qu'ils lui parlent des mêmes choses.

Nous entendons exactement les mêmes choses, ici, à la Chambre, depuis sept ans. On nous parle d'inflation, de misère dans une région ou l'autre du pays et de l'incapacité de